



FRANÇOIS-XAVIER DE  GUIBERT

HISTOIRE ESSENTIELLE

JOHN LUKACS

L'héritage de la Seconde Guerre mondiale

L'HÉRITAGE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Du même auteur

The Great Powers and Eastern Europe (New York, American Book Co., 1953).

A History of the Cold War (New York, Doubleday, 1961).

Decline and Rise of Europe: A Study in Recent History, With Particular Emphasis on the Development of a European Consciousness (New York, Doubleday, 1965).

A New history of the Cold War (New York, Doubleday, 1966).

Historical Consciousness ; or, The Remembered Past (New York, Harper & Row, 1968).

The Passing of the Modern Age (New York, Harper & Row, 1970).

The Last European War : September 1939–December 1941 (New York, Anchor Press, 1976).

Philadelphia : Patricians and Philistines, 1900-1950 (New York, Farrar, Straus, Giroux, 1981).

Outgrowing Democracy: A History of the United States in the Twentieth century (New York, Doubleday, 1984).

Budapest 1900: A Historical Portrait of a City and Its Culture (New York, Weidenfeld & Nicolson, 1988).

Confessions of an Original Sinner (New York, Ticknor and Fields, 1990).

The Duel : 10 May–31 July 1940 : the Eighty-Day Struggle between Churchill and Hitler (New York, Ticknor & Fields, 1991).

The End of the Twentieth Century and the End of the Modern Age (New York, Ticknor & Fields, 1993).

The Hitler of History (New York, A. A. Knopf, 1997).

A Thread of Years (New Haven, Yale University Press, 1998).

Five Days in London, May 1940 (New Haven, Yale University

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

ou au moins en vue, dont le mépris pour l'ordre ou le désordre libéral (accompagné, dans bien des cas, d'antisémitisme) était tel qu'il leur arrivait de rejoindre les idées de Hitler (et, souvent, de Mussolini), certains sacrifiant leur carrière ou même leur vie, jusqu'à la fin de la guerre et au-delà : le grand écrivain norvégien Knut Hamsun, l'Américain Ezra Pound ; en France, Louis-Ferdinand Céline, Drieu La Rochelle, Henry de Montherlant ; en Allemagne, Gerhart Hauptmann, Carl Schmitt, Martin Heidegger, Ernst Jünger (ces deux derniers au moins pour un temps) ; l'Anglais Wyndham Lewis ; Giovanni Papini en Italie ; et beaucoup de figures moins en vue, spécialement en Europe centrale et orientale, une cohorte bigarrée d'Autrichiens, de Slovaques, de Croates, de Hongrois, et d'autres écrivains et poètes. Audessus et au-delà d'eux, à un autre niveau, jetons un regard sur deux penseurs et écrivains, peut-être les plus grands et les plus profonds d'Europe : l'Espagnol José Ortega y Gasset, qui opta pour l'exil en Argentine en 1939, et le catholique français Georges Bernanos, une figure de proue de la France libre, qui choisit de s'expatrier au Brésil en 1938. (Chacun retourna finir ses jours dans son pays après la guerre). Tous deux restèrent largement silencieux sur le stupéfiant phénomène hitlérien, pendant et même après la guerre. Dans les neuf gros volumes des œuvres complètes d'Ortega, il n'est mentionné qu'une fois, comme un « hypernationaliste ». Les rares fois où il en parla, Bernanos, ce profond patriote français, ce visionnaire prophétique, apôtre de la résistance à l'Allemagne, écrivit que les rages de Hitler montaient des profondeurs de l'esprit torturé d'un « enfant profondément humilié ».

En 1945, la défaite de Hitler et de son Allemagne était totale. En dehors d'une poignée d'idéologues fanatiques pétris d'amertume, son mouvement ne survécut pas à la guerre.

Cependant, l'une de ses principales convictions survit encore : l'idée que la nation est plus importante que l'État¹⁰. J'exposerai au chapitre 4 qu'il était un nationaliste extrémiste encore plus qu'un raciste ; et que, bien qu'il ait souvent eu à considérer les intérêts de l'Allemagne non seulement d'après ceux de l'idéologie national-socialiste mais aussi d'après ceux des Allemands, il croyait, et à l'occasion disait, que l'État est un cadre imposé par la nécessité, tandis que l'essence de l'histoire est la nation, le *Volk*, dont l'existence précède et suit celle de l'État. Considérons maintenant que le nationalisme – un phénomène populiste, et par là distinct d'un patriotisme à l'ancienne – est encore la réalité politique principale de notre temps, soixante-dix ans plus tard, dans maints endroits de la terre, et même aux États-Unis. Considérons aussi que, moins de six mois après la disparition de Hitler et sa défaite, Juan Perón arriva au pouvoir en Argentine, comme le chef d'un nouveau mouvement nationaliste, socialiste et populiste : un petit exemple, mais un exemple quand même.

À ce moment aussi, le nationalisme russe de Staline devenait de plus en plus évident. Voilà un exemple majeur de la prééminence du nationalisme sur l'internationalisme, ou du socialisme national sur le communisme. Il y eut un moment, dans les années 1930, où Staline – à l'opposé de Marx et de Lénine – comprit que l'État avait plus d'importance que l'idéologie. Les preuves de cette prise de conscience abondent. Dans ce cas – et dans d'autres – le nationalisme de Staline copiait celui de Hitler. Ensuite, durant la guerre, sa rhétorique d'un patriotisme nationaliste, sa restauration du prestige et d'un certain nombre de pouvoirs de l'Église orthodoxe, son évocation des généraux du tsar et d'autres précédents historiques n'étaient pas le résultat d'un calcul politique mais le fruit d'un penchant

sincère. Il voulait propager et soutenir le communisme et les communistes à l'étranger, surtout dans la partie de l'Europe qui tombait sous son influence : mais en les employant comme des instruments secondaires de son pouvoir – et en provoquant finalement la mort de l'Union soviétique. Car ce fut le nationalisme, beaucoup plus que les difficultés économiques ou la disparition presque complète des attraits d'une idéologie, qui amena en 1989 la fin de l'ancien empire grand-russe de Staline – une année où, comme je le disais plus haut, la fin de la guerre froide comme celle du XX^e siècle coïncidèrent avec le centenaire de la naissance de Hitler.

Au moins dans le monde occidental, peu de gens ont entrepris de réhabiliter ouvertement Hitler. Même ceux qui respectent et admirent le Troisième Reich et le nazisme préfèrent médire de ses adversaires de la guerre plutôt que de le glorifier directement. Nous avons vu aussi que la part de l'électorat qui dans certains pays rejette le libéralisme ou la démocratie parlementaire tourne autour de 15 % – en admettant que de telles statistiques électorales offrent une indication claire sur les sentiments nationaux, ce qui n'est pas le cas. Ce qu'il nous faut comprendre, c'est que la plupart de ces préférences politiques et idéologiques, sinon toutes, sont déterminées, encore aujourd'hui, par les opinions des gens sur la Seconde Guerre mondiale.

En un sens – mais en un sens seulement – je vais, au cours des six chapitres qui suivent, essayer de répondre à six questions. La Seconde Guerre mondiale était-elle inévitable ? La division de l'Europe était-elle inévitable ? Hitler était-il inévitable ? La fabrication de la bombe atomique était-elle inévitable ? La guerre entre les États-Unis et l'Allemagne était-elle inévitable ? La guerre froide était-elle inévitable ? Je dois

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

germanophiles. D'autres personnes, par millions, en Allemagne et au-dehors, parfois d'éducation fruste, admiraient les efficaces et dynamiques Allemands comme des modèles culturels montrant la voie pour le présent, sinon pour l'avenir.

Tout cela servit bien l'Allemagne de Hitler avant (et, au moins pour un temps, pendant) la Seconde Guerre mondiale. Mais il faut préalablement constater que, bien avant la révolution russe de 1917 et les autres petites révolutions qui la suivirent, le temps des révolutions était révolu en Europe. Il l'était déjà largement en 1848-1849, après la dernière vague des révolutions démocratiques qui avaient débuté des deux côtés de l'Atlantique et en Europe de l'Ouest après les années 1770. Ce qui suivit, ce fut une série de guerres entre nations plutôt que de luttes de classes. Bismarck anticipait cela bien mieux que beaucoup d'autres, Marx compris. Il y avait cependant une différence entre la pensée de Bismarck et celle de beaucoup d'Allemands, dont Hitler, deux générations plus tard. Bismarck pensait en termes de guerres possibles entre Etats. Ce qui se produisit après lui, et dès la Première Guerre mondiale, ce furent des guerres impliquant des États, certes, mais aussi des nations entières. Hitler le comprit. Il ne put plier entièrement sa politique étrangère à cette réalité nouvelle. Mais il put, presque entièrement, l'imposer à son peuple. Cela parce qu'il comprit que les idées sont plus importantes que la matière ; qu'en réalité, les idées déterminent la matière². Ce déterminisme idéaliste le mena loin. Il fut la source de beaucoup de ses réussites et de ses victoires ; mais il provoqua aussi sa faillite, et la déroute finale de l'Allemagne.

On croit communément que son ascension vers le pouvoir, de 1930 à 1933, fut un effet de la crise économique, mais c'est là une vue superficielle. Un élément remarquable de ces années

de crise en Allemagne, troubles et effervescentes, est que, de tous les partis politiques, celui de Hitler faisait les propositions les plus floues en matière économique ou financière. Mais nous traitons ici de la Seconde Guerre mondiale et non de l'histoire allemande ; et, plutôt que de l'arrivée de Hitler au pouvoir, de la façon dont il l'exerça. Ce commandement politique et militaire était inséparable de sa croyance dans le primat des idées. Il pensait qu'il arriverait – mieux, qu'il devait nécessairement arriver – au pouvoir parce que lui-même et son national-socialisme étaient plus forts que tout ce qui s'opposait à eux, car ils représentaient et incarnaient une idée et des idéaux plus puissants que ceux des autres. C'est ainsi qu'il gagna l'Allemagne. C'est ainsi qu'il remporta – presque – sa guerre européenne. Un jour d'avril 1940, il parlait avec Goebbels : tous deux convinrent que cette guerre était, sur une échelle élargie, la répétition de leurs années de lutte en Allemagne, lors de leur marche vers le pouvoir. Dans ces années un combattant de rues nazi valait deux communistes ou trois sociaux-démocrates. À présent, un soldat allemand valait deux ou trois de ses adversaires français ou anglais. Les Allemands de Hitler allaient vaincre – certes grâce à la supériorité de leur discipline, de leur équipement et de leur entraînement ; mais avant tout parce que les idées qu'ils incarnaient étaient meilleures, plus dynamiques et plus en phase avec le moment présent que celles des autres peuples. Ne méprisons pas ces propos comme des folies démesurées d'un idéologue fanatique ; le général Alfred Jodl, qui n'était pas un fou, et qui avait vu plus vite que d'autres que la guerre ne pouvait plus être gagnée, disait en 1943 : « Nous devons vaincre, parce qu'autrement l'histoire n'aurait plus de sens ». Le feld-maréchal Model, l'un des meilleurs généraux allemands, dit en mars 1945, peu avant la fin : « Dans notre lutte pour les idéaux nationaux-socialistes, il est mathématiquement

certain que nous l'emporterons, tant que notre conviction et notre volonté demeureront inébranlables. »

Ne soyons pas fous nous-mêmes. Le national-socialisme de Hitler était plus qu'un élément parmi tant d'autres de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Il était à son origine ; il a conduit l'Allemagne à de stupéfiants succès (et à des crimes inouïs) pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a amené Hitler bien près de la victoire au cours des deux premières années du conflit.

Le national-socialisme de Hitler était un phénomène austro-allemand ; mais l'alliance du nationalisme et du socialisme était plus générale. Elle précéda la Seconde Guerre mondiale et la suivit tout à la fois. Je ne fais pas ici une étude ou un essai sur les mouvements politiques du XX^e siècle ; mais il me faut traiter brièvement de cette alliance. Le nationalisme aussi bien que le socialisme furent des produits de la démocratisation du monde que Tocqueville prévoyait ; on en trouvait des échantillons depuis des siècles, même avant l'âge moderne. Le nationalisme commença à influencer des masses de gens au XIX^e siècle, d'abord combiné à des formes de patriotisme à l'ancienne, puis les supplantant. Le socialisme, c'est-à-dire la reconnaissance par des gens, puis des partis et finalement des gouvernements que l'État doit apporter un certain soutien à la masse de sa population travailleuse, fut adopté par des gouvernements toujours plus nombreux, sous une forme ou sous une autre, avant, pendant et après la Première Guerre mondiale : des gouvernements qui se disaient ou ne se disaient pas socialistes. Ce que Hitler comprit, c'est que le socialisme peut et doit être national et non international³, que les luttes des classes ont moins d'importance que celles des nations, que les sentiments et

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

histoire de la Seconde Guerre mondiale dans le Pacifique et en Extrême-Orient, achevée par le largage de bombes atomiques sur deux cités japonaises, et la déclaration de guerre russe (dont l'effet est souvent négligé), après quoi l'empereur conservateur prit les choses en main et dit à son peuple de mettre fin à la guerre en acceptant la défaite. Nous devons plutôt présenter les conséquences de 1945, qui occupent une grande place dans l'histoire du monde dans lequel nous vivons. Ce fut à cause de la Chine, principalement à cause de la Chine, que l'Amérique choisit l'option d'une guerre contre le Japon en 1941 ; ce pays représentait le gros morceau de ces négociations, dans lesquelles les États-Unis demandèrent que le Japon évacue les territoires chinois précédemment envahis. Avant et pendant la guerre, les États-Unis et la Grande-Bretagne soutinrent un gouvernement chinois pro-occidental, tandis que le Japon en installait un pro-japonais ; la Russie soutenait les communistes chinois, bien que de manière peu efficace et presque à contrecœur. Pourtant, dans la guerre civile chinoise qui suivit presque immédiatement la reddition du Japon, et qui n'était pas sans analogie avec ce qui se passait à l'époque en Grèce et en Yougoslavie, mais dans laquelle ni les Russes ni les Américains ne souhaitaient s'impliquer beaucoup, les communistes chinois l'emportèrent en 1949. Ce qui advint ensuite – guerre de Corée, retrait de la Russie de ses bases en Chine, menace d'une guerre russo-chinoise et, pour finir, rapprochement américano-chinois – excède notre champ d'études ; bornons-nous à remarquer que, si les deux grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale en Asie furent l'Amérique et la Russie, quelques années plus tard la Russie fut un vaincu, et l'Amérique encore un vainqueur relatif – si l'on peut dire.

Beaucoup plus importante est, pour notre propos, une conséquence de la Seconde Guerre mondiale qui toucha d'abord

l'Asie, puis l'Afrique : la fin du colonialisme et celles des empires européens, l'anglais, le français et les autres. Ce ne fut pas seulement une conséquence de la guerre, puisque le phénomène était déjà en bonne voie pendant celle-ci. En 1939, les peuples de race blanche jouissaient encore d'un certain prestige à travers le monde, même si çà et là leur faiblesse était en train de devenir évidente. Après tout, les Japonais avaient déjà, une génération plus tôt, mis en déroute une armée et annihilé une flotte russe ; et – indice léger mais significatif – quand en 1939 et 1940 l'Empire britannique décida finalement de s'opposer à l'Allemagne, il se vit obligé de faire des concessions aux Japonais en Chine. En 1941, les Britanniques furent encore capables de mater une révolte anti-anglaise (et pro-allemande) en Irak ; et même, pendant le sombre mois d'août 1941, de maigres troupes anglaises et russes, coordonnant leur action, purent occuper l'Iran en quelques jours et chasser un shah qui menaçait d'accueillir les Allemands. Mais la lâche et honteuse reddition anglaise face à une petite armée japonaise à Singapour, en février 1942, sonna le glas de l'Empire britannique en Extrême-Orient. La suite de la guerre compensa en partie la chute du prestige anglais, mais il ne retrouva jamais son niveau d'antan. Partout en Asie orientale les chefs locaux, nationalistes et anticolonialistes, et leurs partisans, furent choyés par les Japonais ; à quelques exceptions près, leur aura survécut à la défaite des Nippons. En 1942, Churchill dit qu'il n'était pas devenu Premier ministre pour présider à la liquidation de l'Empire britannique ; trois ans après il n'était plus Premier ministre, mais quel que fût l'occupant du 10 Downing Street après la guerre, les convictions impériales s'étaient affaiblies dans le peuple britannique bien avant 1939 et elles ne rencontraient aucun appui aux États-Unis, ni dans le peuple ni dans le gouvernement. Le fait que les Américains ne se

voyaient pas et ne se voient toujours pas comme une puissance impériale est une autre question, qui n'appartient pas à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

La Seconde Guerre mondiale opposa au départ l'Allemagne d'un côté, la Pologne, l'Angleterre et la France de l'autre. Ses vainqueurs finaux furent les États-Unis et la Russie. Churchill fut celui qui ne la perdit pas en 1940 ; Roosevelt et Staline, ceux qui la gagnèrent en 1945. Les États-Unis et la Russie n'y entrèrent qu'en 1941 ; mais déjà, en 1939, l'ombre de leur présence grandissait en Europe. Vingt ans avant, pour des raisons différentes, les États-Unis et la Russie s'en étaient retirés. En 1939, Staline vit sa Russie courtisée, que dis-je, invitée en Europe par la France et la Grande-Bretagne, puis par l'Allemagne – avec la perspective de recouvrer presque tout ce que la Russie des tsars (et de Lénine) avait perdu à la fin de la Première Guerre mondiale. En 1939, Roosevelt avait déjà décidé que les États-Unis devaient soutenir l'Angleterre et la France, en fait tout État s'opposant à Hitler – sans exclure que les États-Unis eux-mêmes en viennent à entrer en guerre. Cette heureuse idée fut une boussole pour Churchill et les Britanniques pendant la majeure partie des années 1940 et 1941. Ils aimaient mieux dépendre des États-Unis que de l'Allemagne. Si le prix de l'alliance américaine devait être une cession graduelle de possessions anglaises aux États-Unis, soit. Le jour même de l'invasion hitlérienne en Russie, le 22 juin 1941, Churchill déclara que la Grande-Bretagne était maintenant l'alliée de la Russie. Roosevelt pensait de même, mais fut moins empressé à le déclarer ouvertement, à cause de la force des sentiments isolationnistes et anticommunistes, largement répandus dans le peuple américain ; cependant il ordonna d'étendre à l'Union soviétique le soutien en matériel et en armement qu'il apportait

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Première Guerre mondiale, attribuant à l'Allemagne une responsabilité première et dominante (entre autres affirmations consignées dans le traité de Versailles). Les Allemands avaient de bonnes raisons de s'insurger contre cela. Dès 1919, leur nouveau gouvernement républicain se mit à publier des documents destinés à prouver que la responsabilité du déclenchement des hostilités n'incombait pas à la seule Allemagne. Une documentation plus complète et plus académique parut dans les années suivantes, en une série de volumes. Les Allemands étaient si attachés à cette entreprise qu'un historien amateur, Alfred von Wegerer, en fit le sujet unique d'une revue scientifique intitulée *Die Kriegsschuldfrage* (*La Question de la faute de la guerre*). Bientôt d'autres historiens, dans d'autres pays, s'emparèrent du sujet, notamment aux États-Unis. Plus de 90 ans après 1914, des questions ayant trait aux origines de la Première Guerre mondiale sont encore débattues de temps à autre entre les historiens, mais on ne parle plus alors de révisionnisme ou de révisionnistes.

Soixante ans et deux générations après la Seconde Guerre mondiale, la situation est plus simple. Pas de Hitler, pas de Seconde Guerre mondiale ou, plus exactement, pas de Seconde Guerre mondiale commençant en 1939 : la chose est à peine discutable. Et pourtant elle est discutée, en partie, parfois subtilement, parfois plus grossièrement, par des historiens sérieux, allemands pour la plupart¹⁴. Sans défendre Hitler pour autant, ils mettent en cause l'intransigeance polonaise et l'hostilité anglaise qui auraient contribué fortement, sinon conduit, au déclenchement du conflit en septembre 1939. Leurs propos convergent avec ceux des historiens allemands dont les écrits ont débouché sur la « querelle des historiens » en 1986-1987, où il s'agissait soit d'affirmer, soit de relativiser, la

responsabilité de l'Allemagne dans les crimes de la Seconde Guerre mondiale – un point de vue compréhensible et, dans certains cas, défendable. Mais les arguments de certains de ces historiens « conservateurs » ou « nationalistes » sont discutables. Ils comportent trois thèses, parfois liées entre elles. Premièrement, les crimes du Troisième Reich n'étaient pas uniques, si on considère ceux commis par l'Union soviétique (c'est peut-être plaidable, sauf quand un historien comme Klaus Hildebrand prétend qu'il n'existait pas de nazisme, mais seulement un hitlérisme). Un argument connexe, dont Ernst Nolte s'est fait une spécialité, consiste à dire que le bolchévisme russe est non seulement antérieur au national-socialisme, mais que celui-ci est une réaction contre celui-là. La troisième affirmation, énoncée par Hillgruber à la fin de sa vie mais aussi par d'autres, consiste à dire qu'après 1939 l'Angleterre voulait détruire l'Allemagne : cet argument a au moins un rapport avec la théorie, plus en vogue et populaire en Allemagne, des deux guerres (nous retrouverons ce sujet au chapitre 5), qui professe que la guerre de l'Allemagne contre les puissances occidentales, particulièrement la Grande-Bretagne et les États-Unis, était peut-être évitable et regrettable, mais qu'en combattant la Russie soviétique, l'Allemagne jouait le rôle d'un rempart et défendait la civilisation européenne et occidentale, un service que les ennemis anglo-saxons de l'Allemagne, aveuglés par la haine comme ils l'étaient alors, se sont regrettamment refusés à reconnaître. Dans les années 1990, il y eut une nouvelle vague révisionniste, la quatrième – concernant en l'occurrence les origines, non de la Seconde Guerre mondiale, mais de la guerre germano-russe de 1941. À partir de l'apparition de nouveaux documents soviétiques, d'une provenance et d'une authenticité souvent douteuses, quelques auteurs allemands, autrichiens et russes ont présenté l'attaque de Hitler contre l'Union soviétique

en 1941 comme une opération préventive, étant donné que Staline s'apprêtait lui-même à attaquer l'Allemagne au même moment, ou très peu de temps après – une théorie qui a trouvé quelques adeptes clairsemés même aux États-Unis, et dans quelques autres pays, en dépit de son manque de consistance.

Cependant, les origines de la Seconde Guerre mondiale font l'objet de moins de controverses que n'en avaient fait celles de la Première. La responsabilité de Hitler et les actions souvent criminelles de son régime sont – au moins publiquement – rarement contestées ou atténuées¹⁵. Récemment, on a même vu un phénomène aussi étrange que la participation des dirigeants de l'Allemagne elle-même aux commémorations du *D-Day* et du *VE-Day*¹⁶, côte à côte avec les anciens ennemis de l'Allemagne, en Normandie et à Moscou¹⁷.

Plus de soixante ans après 1945, les partis et les symboles néo-nazis sont encore interdits dans de nombreux pays d'Europe, alors que leurs équivalents communistes ne le sont pas ; l'impression, la publication et la vente de livres comme *Mein Kampf* sont illégales, tandis que les écrits de Marx, de Lénine et de Staline ne le sont pas ; le déploiement et le port de drapeaux nazis et d'autres, similaires, sont interdits, alors que les symboles communistes sont permis – et pourquoi ? À cause du danger de leur attrait pour le public¹⁸ ? Est-ce que ce genre d'indignation – ou d'anxiété – sélective disparaîtra au bout d'un moment ? C'est impossible à dire. Il n'y a pas eu beaucoup de révisionnisme à propos de la Seconde Guerre mondiale, après tout. Et il n'y a pas eu de revalorisation sérieuse de la réputation de Hitler en plus de six décennies. En sera-t-il toujours de même ? Le communisme a perdu maintenant beaucoup de son prestige, mais ce qui persiste sous la dénomination (imprécise) de capitalisme ou de globalisation pourrait susciter une

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

époque. Mais il dut faire face à ces questions, d'une façon ou d'une autre, au cours de la guerre. Il y avait une situation générale que lui-même et Roosevelt comprenaient. Ils dépendaient de Staline et des armées russes pour la durée de la guerre – même pendant et après le *D-Day* de 1944, quand les deux tiers, au bas mot, des armées allemandes affrontaient à l'est celles de la Russie.

Et pourtant... Il y eut au moins cinq mois, en 1941, pendant lesquels la dépendance de Staline envers Churchill et Roosevelt peut rétrospectivement nous étonner. Il était devenu un homme d'État suffisamment chevronné pour jauger la tournure générale de la guerre au moins aussi bien qu'eux. Le 31 juillet 1941, il dit à Harry Hopkins, que Roosevelt lui avait envoyé :

La puissance de l'Allemagne est si grande que, même si la Russie est capable de se défendre toute seule, il serait très difficile aux forces combinées de la Russie et de l'Angleterre de terrasser la machine de guerre allemande.

Les États-Unis devaient entrer en guerre contre l'Allemagne. Et aussi : il « accueillerait volontiers des troupes américaines sur n'importe quel point du front, avec un commandement américain complètement indépendant ». Six semaines plus tard, il écrivait à Churchill que l'Union soviétique était au bord de l'effondrement. La Grande-Bretagne ne pourrait-elle pas envoyer vingt-cinq divisions en Russie, au besoin sous commandement britannique⁵ ? Évidemment il était prêt à faire n'importe quelle concession aux Alliés, si la survie était à ce prix. Puis il survécut, et les rapports de dépendance s'inversèrent.

L'une des pierres d'achoppement était la Pologne. Les Britanniques, et particulièrement Churchill, se sentaient une

obligation morale envers ce pays, en raison non seulement de la garantie de 1939, mais de la contribution active de la Pologne à l'alliance. Quelque 150 000 soldats, marins et aviateurs polonais combattaient avec les Anglais sur différents théâtres. Il y avait aussi le gouvernement polonais exilé à Londres mais légal, qui, loin d'être une simple cabale de politiciens expatriés, jouissait d'une autorité certaine. Peu après juin 1941, Staline accepta de rétablir des relations diplomatiques avec lui. Mais les Polonais avaient beaucoup de raisons de se méfier de la Russie. En mars 1942, Churchill parla calmement et confidentiellement avec Wladyslaw Sikorski, l'excellent président polonais. Il dit « que sa propre appréciation sur la Russie était très proche » de celle de Sikorski. Mais il ne pouvait pas se permettre un affrontement ou une querelle avec la Russie.

Il souligna les raisons qui rendaient indispensable la conclusion d'un traité avec la Russie. C'était le seul pays qui avait remporté des victoires contre Hitler. Il avait anéanti des millions de soldats allemands et à présent le but de la guerre était moins, semblait-il, la victoire que la survie ou la mort des nations alliées. Si la Russie venait à signer avec le Reich, tout serait perdu ; si elle perdait la guerre, le traité n'aurait aucune importance⁶.

L'accord dont parlaient Churchill et Sikorski avait été proposé par Staline en décembre 1941, seulement quelques jours après le renversement de la situation militaire devant Moscou. Les vitres du Kremlin vibraient de temps en temps sous l'effet des canons qui tonnaient non loin de là. Anthony Eden était arrivé à Moscou muni du projet d'une déclaration anglorusse. Staline dit qu'il voulait un accord et non une

déclaration. « Une déclaration, pour moi c'est de l'algèbre, et un accord de l'arithmétique pratique. » Il soumit un projet détaillé d'accord sur les frontières soviétiques après la guerre, avec des protocoles secrets – essentiellement, une reconnaissance par la Grande-Bretagne des frontières russes de juin 1941, elles-mêmes résultant en grande partie de l'accord germanosoviétique conclu deux ans plus tôt. Connaissant l'aversion américaine pour les traités secrets, l'Anglais dit à Staline qu'ils ne pouvaient conclure un accord de ce genre, sans dire explicitement qu'il en récusait la teneur. Quand la division de l'Europe se produisit plus tard dans la guerre, Staline jugea qu'il avait plus de profit à tirer de l'algèbre américaine que de l'arithmétique anglaise. Cette algèbre américaine n'était autre que la Déclaration sur l'Europe libérée adoptée à Yalta, qui ne signifiait rien d'autre que la division de l'Europe – pourtant contraire aux idées américaines.

Mais avant d'y venir, nous devons constater que la question essentielle n'était pas le lieu où passeraient les frontières d'après-guerre de l'URSS. C'était de savoir ce que la domination soviétique sur l'Europe orientale signifierait exactement. En ce qui concernait la Pologne, Churchill en était très conscient. Il voulait reconnaître l'incorporation dans la Russie de l'Est de la Pologne d'avant-guerre⁷ en échange d'un engagement par lequel Moscou reconnaîtrait un gouvernement pro-russe mais démocratique, non communiste dans le reste de la Pologne – une Pologne qui serait également dédommagée de ses pertes à l'est avec des territoires pris à l'Allemagne. Il échoua, à cause de l'intransigeance russe (et aussi polonaise). En avril 1943, sous un prétexte, les Russes rompèrent leurs relations diplomatiques avec le gouvernement légal de la Pologne, qui siégeait à Londres. Ensuite ils commencèrent à

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

jour à Yalta Staline fit un clin d'œil amical à Churchill, en le félicitant d'avoir agi expéditivement en Grèce.

Avant d'en venir à Yalta, nous devons évoquer, fût-ce brièvement, la façon dont les Allemands (Hitler) et les Américains (Roosevelt) voyaient la partition de l'Europe au moment où elle commença à prendre forme. Le cas de Hitler et des Allemands était le plus simple, mais comportait plusieurs détails significatifs. Nous avons vu que depuis la fin de 1941 Hitler savait qu'il ne pouvait plus gagner sa guerre, mais pensait qu'il pourrait obliger l'un ou l'autre de ses ennemis à traiter avec lui. Tel pouvait être le résultat d'un succès militaire, quelque part sur l'un des fronts. En 1944 il n'eut pas beaucoup de raisons de nourrir un tel espoir (même si son attaque surprise dans les Ardennes en décembre visait un tel but, parmi d'autres). Plus durable fut sa croyance que la coalition contre-nature de ses ennemis anglo-américains et russes se briserait un jour ou l'autre. Ses partisans et certains des alliés qui lui restaient lui demandaient de temps à autre d'autoriser des tentatives de contacts avec l'un ou l'autre côté, en vue d'entreprendre une négociation. Presque toujours, il l'interdit, convaincu que ce serait interprété comme un fléchissement de la combativité allemande. Au début de 1945, son ministre des Affaires étrangères Ribbentrop demanda la permission d'aller en avion à Moscou ; il refusa. On est certain que par moments il était au courant que des proches de Himmler négociaient avec des agents américains ; en une occasion, il blâma Himmler à ce sujet. Dans d'autres, il semble qu'il l'ait laissé s'avancer tacitement. Je traiterai de l'exemple le plus significatif d'une négociation d'un de ses collaborateurs avec les Américains au chapitre 7. Ce qui nous intéresse ici, c'est la division de l'Europe, au sujet de laquelle Hitler alors ne pouvait rien faire et ne faisait rien, ou presque.

Il peut être intéressant de mentionner ici l'occurrence croissante de l'idée d'« Europe », particulièrement en Allemagne et pour des raisons de propagande, après Stalingrad. Cette propagande, avec plus ou moins de succès, était dirigée vers le front de l'est : l'Allemagne et ses armées étaient censées constituer le principal rempart et la meilleure défense de l'Europe, c'est-à-dire de la civilisation occidentale, contre une invasion brutale et diabolique de Russes et d'Asiatiques. Certaines personnes, précédemment indifférentes à de telles idées « européennes », inclinaient à le croire – notamment dans les parties de l'Europe orientale qui avaient été précédemment envahies par l'Armée rouge et avaient connu le joug soviétique. Beaucoup de nationaux-socialistes et de gens qui demeuraient leurs alliés en Italie et en Europe occidentale partageaient cette croyance ; c'est en bonne partie pour cela que des dizaines de milliers de jeunes, de divers pays d'Europe, exposèrent leur vie en combattant aux côtés du Führer jusqu'à l'extrême fin de la guerre.

Les Américains, en gros, ne se préoccupèrent pas de la division de l'Europe pendant longtemps, et même jusqu'à la fin de la guerre¹¹. Cependant il y avait une dualité de tendances, et même de politiques, dans les hautes sphères du gouvernement des États-Unis. Roosevelt voulait traiter l'Italie comme un membre de la zone d'influence américaine (et anglaise). En septembre 1944, le président et ses conseillers acceptèrent ce qu'on appelait le plan Morgenthau, proposant la suppression définitive de l'industrie allemande et une « pastoralisation » punitive du pays – même si ce plan fut bientôt laissé de côté, puis abandonné. Dans le même temps, un service secret baptisé OSS disposait d'un bureau à Berne, sous la direction d'Allen Dulles. Ce dernier était en contact avec des personnalités

allemandes de diverses sortes, y compris un général SS qui commandait en Italie, dans le dessein inavoué d'éviter un basculement de l'Allemagne vers la Russie, que ce soit à l'approche de la fin de la guerre ou après celle-ci. En France aussi, en août et septembre 1944, des agents secrets américains tentaient de savoir si les communistes locaux seraient ou non assez puissants pour entrer au gouvernement après la libération. Mais, à nouveau, beaucoup de ces questions regardent moins la partition de l'Europe que l'apparition des premiers signes de la « guerre froide ».

Pendant les soixante années qui ont suivi la conférence de Yalta, une sorte de consensus général s'est dégagé et fossilisé, surtout en Europe, pour dire que Yalta avait débouché sur la division du continent. C'est une demi-vérité. Le sommet de Yalta eut lieu au début de février 1945. À ce moment, les armées russes venaient de finir d'occuper la Pologne et la Prusse-Orientale, à l'exception de Königsberg et de Dantzig dont les sièges étaient en cours. Elles occupaient presque entièrement la Hongrie et la Slovaquie ; elles étaient à moins de cent miles de Berlin. Telle était la situation de fait. La question la plus épineuse, à Yalta, fut encore celle de la Pologne. Elle fut à l'ordre du jour de maintes séances de cette conférence, la plus longue de celles que tinrent les trois Grands. La Pologne devait glisser vers l'ouest ; elle perdrait une grande partie de son territoire d'avant-guerre (habité, il est vrai, par de nombreux non-Polonais) ; on lui donnerait à présent l'essentiel de la Prusse orientale, et une grande partie de la Poméranie et de la Haute-Silésie, anciennes terres germaniques, jusqu'à l'Oder et à la Neisse, en y englobant même le port allemand de Stettin. Churchill grommela qu'on gavait l'oie polonaise de trop de terres allemandes, puis finit par donner son accord. Il fut

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

gens – n’ont pas de sens. Hitler devint le chef reconnu du peuple qui était alors peut-être le plus éduqué de la terre ; Staline celui d’un des moins éduqués de race blanche. Plus d’un demi-siècle après leur mort, Staline n’a plus d’admirateurs qui ne soient pas russes (ou géorgiens) ; mais il y a encore beaucoup d’admirateurs de Hitler qui ne sont ni allemands ni autrichiens.

Leurs vies présentent cependant un point commun. À un moment de sa carrière, chacun a compris qu’il avait l’étoffe d’un homme d’Etat. Il est plus aisé de situer cette mutation dans la vie de Staline que dans celle de Hitler. Elle se produisit dans les années 1930, quand il comprit que l’État et la nation comptaient plus que la classe ou l’idéologie. On en a la preuve dans beaucoup de ses décisions et quelques-unes de ses déclarations². Hitler – dont le talent principal était sa diabolique (et souvent sinistre) compréhension de la nature humaine – s’avisa très tôt dans sa carrière politique que les relations entre les États ne différaient pas beaucoup de celles qu’entretiennent les individus. Il existe des preuves manifestes de son talent d’homme d’État, de ses succès parfois étonnants (mais aussi de ses erreurs parfois moins étonnantes) dans sa conduite des relations de l’Allemagne avec d’autres pays avant 1939.

Et par la suite, ses capacités d’homme d’État – entièrement inséparables de son habileté de stratège et de chef militaire – ont perduré pendant la guerre. Ses talents l’ont mené loin – mais pas assez. La vision encore largement commune (notamment en Allemagne) selon laquelle, en dépit de ses talents militaires, il était dépourvu d’une compréhension minimale du rôle d’un chef d’État, est fausse. Lorsqu’on se trouve au sommet, que ce soit dans le domaine politique ou militaire, l’usage (ou le mésusage) de la force est presque toujours une seule et même chose.

Il le savait fort bien. Ce qu’il n’admettait pas – et c’était une

des principales limites de son esprit –, c'est que ses adversaires, si divers fussent-ils, étaient liés par une conviction dominante, voire unique : que, dans cette guerre, lui et son Allemagne devaient être vaincus, et sans conditions ; qu'aucune paix, aucun armistice ne pouvaient être conclus, ou même envisagés, avec lui³. Bien avant sa fin, il prédisait que la coalition contre nature entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique se dissoudrait. Et c'est ce qui arriva. Mais sans lui, et trop tard pour lui. Il était entièrement responsable du déclenchement de la guerre. Il le fut aussi de sa durée si longue, et des horreurs qui précédèrent sa fin.

Cependant ce qu'il avait à faire, et qu'il fit, pendant cette guerre, c'était de trouver un équilibre entre son idéologie et son sens de l'Etat ; son idéalisme et son réalisme ; le fanatisme et la prudence. Avant de voir quelques exemples de cette dualité, une dernière remarque sur sa personne et son caractère : il faut prendre en compte son penchant pour le secret. À plusieurs reprises, il se trouva amené à en parler aux cadres sous ses ordres⁴. Cela va à l'encontre de l'opinion courante suivant laquelle il était souvent un bavard inextinguible ; ou de celle suivant laquelle toute sa vision du monde et beaucoup des décisions qui en découlent se trouvent dans *Mein Kampf* et dans d'autres déclarations de lui, à un moment ou à un autre de sa carrière. Il avait à n'en pas douter le talent de convaincre les gens, de façon parfois étonnante, même lorsqu'il plaidait contre l'évidence ; il savait user de ce talent, non seulement dans des discours publics, mais en parlant à toutes sortes de cadres ou de subordonnés, même dans ses propos de table notés : ses déclarations et ses formulations étaient alors très souvent étudiées pour impressionner ses auditeurs – alors qu'il ne s'agissait pas toujours de l'expression de sa pensée véritable⁵.

Cependant il est souvent possible d'établir, preuves en mains, ce que Hitler pensait et voulait réellement au long de la guerre. Dans beaucoup de cas on constate une différence, non pas tant peut-être entre ce qu'il disait et ce qu'il pensait, mais entre son idéologie et sa manière de gouverner. Preuve de la dualité, souvent indéniable, de son esprit.

L'un des mystères auxquels nous ne serons jamais, je le crains, en mesure de donner une solution complète, est son hésitation devant Dunkerque. Il ordonna l'arrêt de ses armées qui progressaient vers la ville depuis le sud, alors qu'elles auraient pu pénétrer ses lignes de défense, encore relâchées, en l'espace d'une journée environ. Bien plus : même après qu'il eut levé son ordre d'arrêt deux jours plus tard, l'avance d'un autre ensemble de troupes, progressant depuis l'ouest, fut lente. Au bout d'une semaine, 339 000 soldats anglais et français, tout en abandonnant leurs équipements, purent être évacués vers l'Angleterre. Nul ne peut dire ce qui serait arrivé si les armées de Hitler les avaient capturés. Nous savons que Dunkerque a remonté le moral des Anglais (mais non des Français), et procuré au pouvoir de Churchill un incommensurable affermissement. Mais quelles étaient les motivations de Hitler ? Sur ses objectifs nous pouvons émettre un jugement non seulement plausible, mais fondé sur nombre de ses propos : il espérait que les Anglais, de gré ou de force, accepteraient sa domination sur le continent (et leur propre dépendance, au moins partielle, vis-à-vis de son pouvoir et de son bon plaisir). Mais objectif et motivation sont deux choses différentes. Qu'est-ce donc qui motivait l'ordre d'arrêt ? Avant Dunkerque, il disait qu'il ne voulait pas détruire l'Empire britannique, car ses dépouilles iraient au Japon et aux États-Unis plus qu'à lui-même. Après Dunkerque, et notamment dans ses dernières

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Quelques mois plus tard (en janvier 1941), la Garde de fer et ses spadassins, mécontents de devoir partager le pouvoir, se révoltèrent contre le régime d'Antonescu, et il en résulta, à Bucarest, trois jours d'une sanglante guerre civile. La Garde de fer fut écrasée – avec le soutien de l'Allemagne, qui fournit des tanks et d'autres armements. Hitler aida et soutint Antonescu sans réserve. Quelques chefs de la Garde de fer s'enfuirent – en Allemagne où ils furent emprisonnés (ou, peut-être gardés en réserve), par Himmler et les SS.

Le raisonnement de Hitler était d'une logique élémentaire. Lui et l'Allemagne, pour des raisons à la fois économiques et politiques, avaient besoin d'ordre et de calme dans les pays désormais alliés¹³. Il ne soutenait pas les nazis hors d'Allemagne, ou à peine. (En Allemagne aussi, il choisit de suspendre certaines restrictions concernant l'Eglise catholique, parfois en passant outre aux désirs des cadres nazis.) Il s'en tint à cette règle pendant longtemps. Il savait que le gouvernement de Horthy en Hongrie, celui du tsar Boris III en Bulgarie, et même celui d'Antonescu en Roumanie commençaient à lancer des coups de sonde vers les Anglais et les Américains dès 1942 et se préparaient à desserrer leurs liens avec le Troisième Reich, et même à les rompre. Ces gouvernements se mirent également à ralentir la persécution des Juifs sur leur territoire. Avec la Hongrie, le plus indépendant, relativement, de ce qu'on appelait les satellites, Hitler usa d'une longue patience : il ne se décida à provoquer un changement drastique et à occuper le pays qu'en mars 1944. Dans le cas de la Roumanie, il eut une longue conversation avec son cher Antonescu, qui vint le voir début août 1944, à peine une quinzaine de jours avant que la Roumanie ne changeât de camp et qu'Antonescu lui-même ne fût renversé et arrêté. Il savait que des membres de son

gouvernement avaient déjà tenté de prendre contact avec les Anglais et les Américains. Mais il ne fit aucun reproches à Antonescu.

Il faut qu'il ait eu une certaine compréhension de ce qui se passe dans l'esprit d'un chef d'État, lorsque les intérêts immédiats de son pays sont en jeu. Considérons la relative – toute relative – modération de ses réactions, lorsqu'il laissa en vie certains de ces chefs d'Etat étrangers, ses récents alliés, qui, pour le bien de leurs pays, décidèrent de rompre avec l'Allemagne en 1944. Il ne souffla mot sur le maréchal finlandais Mannerheim. Horthy, le régent de Hongrie, dont les troupes de choc de Hitler brisèrent brutalement la tentative d'armistice, qui fut arrêté par elles puis transporté dans le Sud de l'Allemagne avec sa famille, fut interné dans un château dans des conditions relativement – j'insiste : relativement – acceptables. Il n'est pas jusqu'aux conspirateurs qui avaient attenté à sa vie le 20 juillet 1944, dont il n'ait dénigré la conduite « inepte » peut-être plus encore que la trahison. En cas de succès, qu'espéraient-ils ? Il dit une fois au général Bodenschatz :

Je sais que Stauffenberg, Goerdeler et Witzleben pensaient sauver par ma mort le peuple allemand... mais ces gens n'avaient absolument aucun projet clair pour la suite.

Son projet à lui était clair : combattre jusqu'au bout et, par là, précipiter l'inévitable rupture de l'alliance de ses ennemis. Pourtant, à côté de cette résolution d'airain on trouve des cas, surtout pendant la dernière année de la guerre, où il autorisait, tacitement ou non, quelques tentatives de contacts indirects, ou même directs, spécialement avec l'ennemi américain. Il y avait

aussi d'autres manœuvres : par exemple en Grèce, le fait de laisser des armes derrière lui pour alimenter la guerre entre les mouvements de résistance, l'un anticomuniste et lié à l'Angleterre, l'autre communiste et lié à la Russie. À l'extrême Nord de la Norvège, une évacuation des troupes allemandes fut effectuée au cours de l'hiver 1944-1945 dans l'espoir de provoquer un choc, dans l'espace laissé libre, entre les troupes russes qui avançaient et les commandos britanniques. Avant l'évacuation de Rome par l'Allemagne en juin 1944, Hitler voulait que le feld-maréchal Kesselring engageât une sorte de négociation avec ses homologues américains pour déclarer Rome ville ouverte. Par égard pour l'opinion américaine et sans doute aussi catholique, il ordonna de laisser Rome intacte. Et il n'ordonna pas non plus – contrairement à une croyance largement répandue – que Paris avant d'être évacué fût détruit ou brûlé. Il savait en 1944 et 1945 que Himmler était engagé dans maintes négociations sombres et tortueuses avec les Américains : il semble y avoir tacitement consenti ; nous connaissons seulement une occasion (en février 1945) où il réprimanda Himmler pour cela. Le même mois, il permit à son rigide subordonné Ribbentrop d'émettre une directive aux diplomates (une *Sprachregelung*), les engageant à essayer d'entrer en contact avec leurs collègues anglais et surtout américains, afin de les alerter sur les dangers du communisme et de la pénétration russe en Europe. Quand, en mars 1945, le général SS Karl Wolff entama de vraies négociations avec les Américains sur une capitulation partielle des troupes allemandes en Italie, Hitler fut non seulement mis au courant mais il reçut Wolff à Berlin et, à sa manière, lui souhaita de réussir dans son entreprise¹⁴.

À ce moment, Hitler avait cessé de croire qu'il pouvait

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

cela fût encore techniquement possible (il le dit dans une conférence à Copenhague un peu plus tard, toujours en 1939).

Soudain, le 9 avril 1940, Hitler fit occuper par ses armées le Danemark et la Norvège. Soudain cela ajouta au drame que vivaient deux physiciens. À la veille même de l'invasion, Bohr se trouvait à Oslo, pour un congrès scientifique auquel le roi de Norvège en personne assistait ; un ferry le ramena à Copenhague le matin même de l'arrivée des Allemands. La physicienne exilée Lise Meitner, qui avait quitté l'Allemagne pour la Suède *via* la Hollande en 1938, se trouvait elle-même à Copenhague le 9 avril et se hâta de regagner ses pénates suédoises le jour même, en emportant entre autres choses une lettre de Bohr.

Rien ne permet de dire si Heisenberg et Bohr ont échangé des lettres après avril 1940. Certainement, Heisenberg s'inquiéta du sort de son ancien patron, qui était aussi son ami ; mais il semble avoir jugé préférable de n'avoir aucun contact avec lui jusqu'au début de septembre 1941⁵. Le respect qu'il avait pour Bohr était largement connu, y compris par des ministres du Troisième Reich ; il a pu contribuer à assurer à Bohr après l'invasion de son pays, la possibilité de poursuivre son travail sans aucune perturbation dans son Institut de physique de Copenhague. Mais ce n'était là qu'un aspect de l'attitude très spéciale de l'occupant vis-à-vis de ce pays. Hitler jugea bon d'en faire un protectorat modèle. La vie quotidienne s'y poursuivait sans changement, avec peu de restrictions, de même que celle de la Cour. Il n'y avait pas non plus, pour l'heure, de restrictions ou de discriminations imposées aux Juifs danois, d'ailleurs peu nombreux. Sans aucun doute, Bohr était surveillé occasionnellement par les Allemands, mais il pouvait travailler et donner des conférences ; il envoya même un article à une revue scientifique britannique. Il maintenait des contacts avec

les collègues anglais et américains, en partie par la Suède, en partie par l'ambassade américaine qui fonctionnait toujours à Copenhague.

Bien sûr, les nouvelles de la guerre l'angoissaient et le préoccupaient beaucoup. Mais il n'eut pas de nouvelles directes de Heisenberg jusqu'en septembre 1941 – un fait qui ne pouvait manquer d'être présent à son esprit quand son ancien ami et disciple apparut à Copenhague, d'une façon plutôt surprenante et soudaine.

Heisenberg arriva à Copenhague en début de matinée, le mardi 16 septembre, après avoir passé la nuit dans un wagonlit parti de Berlin. Il prit une chambre dans un hôtel pour touristes. Le soir même il traversa la ville pour aller voir Bohr chez lui. Ce fut la première de ses trois visites à Bohr et à son épouse. Il quitta Copenhague le dimanche 21.

Que se passa-t-il entre les deux hommes ? C'est là le sujet d'une littérature depuis peu abondante et peut-être encore, à l'heure qu'il est, croissante, faite de livres, d'articles et de comptes rendus de leurs échanges. Plus précisément, on se demande ce que Heisenberg a dit à Bohr et, plus précisément encore, ce que Bohr a compris. Heisenberg raconta leur rencontre dans ses souvenirs publiés (et sa femme dans les siens) en termes très généraux ; Bohr, dont l'attention et, par suite, les souvenirs, étaient plus aigus que ceux de Heisenberg, en parla à ses proches ; et plus tard, quand une controverse publique fut sur le point d'éclorre, il écrivit des lettres à Heisenberg, qui était encore de ce monde, puis décida tout compte fait de ne pas les envoyer. En 2001, les descendants de Bohr et les Archives Bohr de Copenhague décidèrent de rendre publics ces brouillons et ces lettres. Il n'y avait pas là de révélations vraiment nouvelles. Cependant ces documents

confirmèrent que Bohr avait été profondément choqué – plutôt que déçu – par ce que Heisenberg lui avait dit en septembre 1941.

À ce moment, durant les cinq jours et cinq soirées que Heisenberg passa à Copenhague, les deux hommes se rencontrèrent souvent, non seulement au domicile de Bohr mais dans son institut ; et puis il y eut leur fameuse promenade d'après-dîner, probablement le jeudi 17. Ils parlèrent de la guerre, et de la faisabilité de la bombe atomique, pour la première et la dernière fois, à ce qu'il semble. Deux sujets que j'estime indissociables, et je me propose de le démontrer dans ce chapitre ; à vrai dire, je crois que l'amertume de Bohr tenait encore plus à ce que Heisenberg avait dit sur la guerre que sur la bombe.

La controverse sur la bonne ou la mauvaise interprétation par Bohr des intentions de son visiteur était, et demeure, inséparable des conditions réelles de la visite de Heisenberg à Copenhague. Il semble que l'idée même de ce voyage soit due à Carl Friedrich von Weizsaecker. Voilà qui est significatif et mérite explication. Weizsaecker était à Berlin et Heisenberg à Leipzig, mais ils étaient devenus de proches amis à la fin des années 1930 et l'étaient restés. Ils étaient aussi collègues : dans l'été de 1940, pris d'une inspiration, Weizsaecker émit sur les particules nucléaires une brillante hypothèse. Plus important : son père, Ernst von Weizsaecker, était secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères et n'avait au-dessus de lui que Ribbentrop. C'était le type même du diplomate allemand à l'ancienne, c'est-à-dire qu'il n'était pas un nazi convaincu ; il n'était même pas membre du parti. Ribbentrop le savait mais le gardait (Hitler aussi, et même jusqu'à la fin : sur le tard il en fit son ambassadeur auprès du Saint-Siège⁶). Il souhaitait que

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Je ne suis pas en train de dire qu'ils ont facilité sa fuite vers les Alliés. Je dis seulement qu'en 1941 ils jugeaient de leur intérêt de permettre l'existence de certains contacts indirects avec les Alliés occidentaux, et y voyaient au moins un avantage potentiel. Ils en usèrent ainsi, de façon assez fréquente, jusqu'à la fin de la guerre.

Si seulement les Allemands et les Anglais ne s'étaient pas battus (en 1940, 1941 ou plus tard) ! Tel était le souhait (et souvent le rêve éveillé) de maints « conservateurs », non seulement en Allemagne mais dans toute l'Europe, un rêve dont peu sont revenus, même de nos jours. Cela aurait permis à l'Allemagne d'en finir avec la Russie et le communisme : et puis après ? Le fondement de ce souhait (qu'il n'y a pas besoin de creuser longtemps pour apercevoir) est la croyance que le communisme et la Russie étaient plus dangereux (et plus maléfiques) que le national-socialisme et l'Allemagne. C'est là une demi-vérité. Mais les demi-vérités sont plus dangereuses – et ont la vie plus dure – que les mensonges.

1. Ce jeune homme était plein d'imagination et de talent, mais mêlait beaucoup d'arrogance à son intelligence.

2. Winston Churchill, qui n'était pas encore membre du gouvernement britannique, fut informé de l'importance de la découverte de Berlin pendant l'été de 1939, mais ses conseillers (particulièrement le professeur F.A. Lindemann, le futur lord Cherwell) conclurent, comme Bohr, que la fabrication d'une bombe serait excessivement coûteuse, et impossible. Après la guerre, Churchill trouva ce mémorandum assez important pour l'inclure dans le premier tome de ses mémoires, *The Gathering Storm*, 1948, p. 386-87.

3. La lettre ne parvint à son destinataire qu'en octobre ; il y eut une seconde lettre (toujours suivant un brouillon de Szilard et Wigner) confiée à Alexander Sachs, le financier en question, le 7 mars 1940, qui fut à l'origine du soutien secret du gouvernement américain, dont on vit les effets cinq ans plus tard.

4. RECHENBERG, Helmut, « Kopenhagen 1941 und die Natur des deutschen Uranprojektes », manuscrit, p. 7. Rechenberg est le directeur de l'institut Heisenberg de Munich et de ses archives.

5. Avec une exception possible : voir plus bas, p. 136, la visite de Weizsaecker à Copenhague en mars 1941.

6. À Nuremberg, en 1948, il fut jugé et acquitté. L'un de ses fils, Richard von Weizsaecker, un homme honorable et intelligent, fut élu président de l'Allemagne (de l'Ouest) en 1984.

7. Ce terme correspond à celui d'ambassadeur, pour les postes diplomatiques de second rang (souvent appelés légations). (*N.d.T.*)

8. Les dates du congrès (18-23 septembre) et celles du séjour de Heisenberg (16-21 septembre) se chevauchent, sans coïncider totalement.

9. Weizsaecker apporta-t-il à Bohr en mars un message ou un signe de vie de Heisenberg ? C'est probable, mais nous n'en avons aucune trace.

10. Cf. RECHENBERG, Helmut, « Documentation et souvenirs sur la rencontre de 1941 entre Heisenberg et Bohr », manuscrit, et en ligne : <http://werner-heisenberg.unh.edu/>.

11. Je pense qu'il s'agissait de Miss Ray, la nurse des enfants Bohr.

12. Ce jour-là à midi, lors d'une réception suivie d'un déjeuner à la légation allemande, Heisenberg se réjouit que le ministre américain, qui était une femme, fût présent et se lançât dans une conversation animée avec son hôte allemand. La lettre se poursuit le samedi soir.

13. Elle était déjà réfugiée à Stockholm quand Heisenberg lui écrivit, à l'occasion de son soixantième anniversaire : « Vous avez enrichi notre science et par là notre vie tout entière », en la remerciant « pour avoir fait ce travail en Allemagne et pour tout ce qu'[elle] avait fait pour la science allemande ». Cette façon de mettre l'accent sur l'Allemagne déçut Meitner. Cf. LEWIN SIME Ruth, *Lise Meitner. A Life in Physics*, Berkeley, 1996, p. 225-26.

14. Elle voulait dire impardonnable (*ibid.*, p. 310).

15. Cité dans le *New York Times*, 24 avril 2004.

16. Autre dualité : il ne souhaitait pas la défaite allemande ; mais une ou deux fois pendant la guerre il parla d'une communauté internationale (ou pour mieux dire : supranationale) de savants pour mettre la science au service du bien-être de l'humanité.

17. Cf. POWERS Thomas, *Heisenberg 's War*, New York, 1993, p. 106-107, d'après les souvenirs de Reiche recueillis en 1961.

18. Ainsi Bohr avait fait un voyage en Suède neutre, depuis le Danemark occupé, au printemps de 1941.

19. Lettre du 11 novembre 1940 dans *Liebe Eltern ! Briefe aus kritischer Zeit 1918 bis 1945*, publiée par sa fille Anna Maria Hirsch-Heisenberg, Munich 2003, p. 313. « Que pensez-vous maintenant que Chamberlain est mort ? Pour ma part, je ne peux que penser avec sympathie à un homme qui voulait

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Roosevelt connaissait l'Europe (et l'Extrême-Orient) mieux que ses prédécesseurs, en particulier Wilson. Vers la fin de 1938, il se mit à encourager et à soutenir secrètement les dirigeants et les hommes politiques étrangers qui s'opposaient à l'Allemagne et au Japon. Dont Churchill, avant même qu'il ne devînt premier ministre. Mais c'est au moment précis où il le devenait que survint le choc. Soudain, en quelques jours de mai 1940, on vit la France s'écrouler ; et il apparut que la Grande-Bretagne pourrait en faire autant. Roosevelt pensa alors que, si le pire se confirmait, la grande flotte britannique devrait venir dans les ports du Nouveau-Monde pour se joindre à celle des États-Unis (et du Canada). Non, dit Churchill (dont les relations avec Roosevelt n'étaient pas encore ce qu'elles allaient devenir). Il n'était pas homme à se rendre à Hitler, en aucun cas ; mais Si la Grande-Bretagne était envahie et écrasée, sa flotte serait la seule monnaie d'échange à la disposition d'un gouvernement signant la paix pour obtenir d'une Allemagne triomphante quelque modération. Au cours de l'année 1940, cette terrible perspective se dissipa. Roosevelt alors avança pas à pas pour venir en aide à la Grande-Bretagne, en commençant par lui octroyer quelques vieux torpilleurs ; puis ce fut la déclaration « prêt-bail », faisant des États-Unis « l'arsenal de la démocratie » ; puis il avança sa flotte vers le centre de l'Atlantique, en occupant des bases navales britanniques puis le Groenland et l'Islande. Où et quand éclaterait la vraie guerre avec l'Allemagne, voilà qui demeurait inconnu et incertain. Mais une chose était certaine : même s'ils étaient en guerre contre le Japon, les États-Unis considéreraient la défaite de l'Allemagne comme une priorité.

La mise sur pied d'une immense force armée américaine n'était pas un grand secret – et n'avait pas besoin de l'être : beaucoup d'isolationnistes n'étaient pas des pacifistes, et le

peuple américain était presque unanimement partisan d'un réarmement massif. Dès novembre 1940, le président convoquait à la Maison-Blanche ses principaux conseillers militaires et navals, pour proposer un énorme programme de constructions navales couplé avec la reconstruction d'une armée de terre et d'une armée de l'air. En seize mois, la taille de l'armée fut presque décuplée, passant de 140 000 hommes à 1,25 million. En mai 1940, Roosevelt fit déployer des navires dans le Pacifique oriental, à un moment où le Japon semblait prêt à fondre sur les colonies françaises et hollandaises d'Extrême-Orient⁸. Mais au début de 1941, il s'opposa à tout nouveau mouvement massif de cet ordre. La majorité des navires fut affectée dans l'Atlantique. Le « théâtre décisif » était l'Europe ; l'« ennemi principal », l'Allemagne⁹.

Le Collège militaire naval avait ouvert ses portes en 1884, et celui de l'armée de terre en 1901. Ils imitaient, en gros, les institutions de ce genre qu'on trouvait chez les grandes puissances européennes et en Grande-Bretagne, en matière militaire ou navale ; mais dans leur composition comme dans leurs fonctions il y avait quelques différences. Ils étaient moins dépendants du gouvernement que dans la plupart des pays ; inversement, le gouvernement américain leur prêtait une attention plus épisodique. Mais c'étaient des instituts de formation de grande qualité, avec des officiers choisis parmi les meilleurs issus d'Annapolis et de West Point. La plupart finiraient amiraux ou généraux. Les promotions du Collège militaire naval dépassaient rarement soixante-quinze personnes, en tout cas avant 1941.

Leurs fonctions comportaient la préparation de plans de guerre. À ce sujet il ne faut pas se méprendre. Jeux guerriers et

scénarios de guerres sont le lot commun des établissements de ce genre à travers le monde. Si théoriques que fussent (et soient, aujourd'hui encore) nécessairement de tels projets, ces exercices mentaux n'étaient pas sans conséquences sur les gouvernements ni influence sur la marche de l'État. Mais dans la tradition et la pratique gouvernementale américaines, il ne pouvait rien exister d'analogue à un plan Schlieffen¹⁰. Le Sénat et les Représentants, à Washington, ignoraient généralement tout des plans de guerre des Collèges. Cette indifférence ordinaire s'étendait même aux membres et aux présidents des commissions du Congrès chargées des affaires militaires¹¹. Dans les périls de juin 1940, alors même que la France s'écroulait (et qu'il n'était pas invraisemblable que le parti républicain se donne un candidat isolationniste lors de l'élection présidentielle à venir), un changement soudain se produisit. Le président Roosevelt remania son cabinet, et le rapprocha d'un gouvernement d'union nationale. Il se sépara des secrétaires à la Guerre et à la Marine, Harry Woodring et Charles Edison, tous deux plus ou moins isolationnistes (Woodring plus qu'Edison) et les remplaça par Henry Stimson et Frank Knox, des hommes de plus grande expérience, républicains mais non isolationnistes, désireux de contribuer à une plus grande implication du pays aux côtés de la Grande-Bretagne. Le vaisseau étatique américain n'est pas dirigé ou gouverné comme un gouvernement de cabinet, mais après 1940 il y eut une sorte de cabinet de guerre de Roosevelt. D'une importance égale, peut-être, fut l'arrivée de l'amiral William D. Leahy à la tête de l'état-major personnel du président, nommé à la Maison-Blanche après avoir été chef des opérations navales de 1937 à 1939¹².

Le Collège militaire naval, fondé dix-sept ans avant celui de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

semblait plus naturel à la majorité des Américains que contre l'Allemagne. Mais les priorités de Rayon 5 étaient inverses. Pour une fois, les intérêts des États-Unis l'emportèrent sur les sentiments de leurs habitants. Les 3 et 4 décembre 1941, les gros titres du très isolationniste *Chicago Tribune* hurlèrent une révélation sensationnelle : les grands traits du *Victory Program*, autant dire de *Germany First*, autant dire de Rayon 5. Cela ne fit rien, et pas seulement parce que quatre jours plus tard le tsunami des nouvelles de Pearl Harbor submergea, au moins pour un temps, toute opposition. Celui, quel qu'il soit, qui avait livré à la presse les renseignements sur le plan de guerre avait manqué son but. Les rédacteurs de Rayon 5 étaient convaincus de sa validité – et ils avaient du mérite.

1. Une situation obscurcie par la courte vue de commentateurs politiques et de la plupart des historiens, qui ignorent la différence entre nationalisme et patriotisme, et entre un nationaliste et un patriote à l'ancienne.

2. Il y eut une crise en 1907 quand la Californie adopta une législation discriminatoire et restrictive à l'égard des personnes d'origine japonaise. Elle fut réglée par un accord entre Washington et Tokyo.

3. Le major, et plus tard général, Lawton Collins, de l'Army War College, disait en 1939 : « Nous ne pouvons pas, même dans les conditions actuelles, renforcer les Philippines. Nous allons tout droit vers leur perte. Nous sommes à 9 000 miles, alors que pour les Japonais c'est la porte à côté. » C'est l'occasion d'indiquer les trois plus importants ouvrages sur les plans de guerre américains et la genèse de Rayon 5 : Henry G. COLE, *The Road to Rainbow : Army Planning for Global War, 1934-1940*, Annapolis, Maryland, 2002, comportant p. 97 la

citation de Collins ; *US War Plans, 1938-1945*, édité par Steven T. Ross, Boulder, Colorado, 2002 ; Edward S. MILLER, *War Plan Orange : the US Strategy to Defeat Japan, 1897-1945*, Annapolis, Maryland, 1991 par un remarquable historien amateur.

4. MILLER, *War Plan Orange, op. cit.*, p. 29.

5. C'est aussi la logique des lois de 1921 et 1924 destinées à restreindre l'immigration : il devrait y avoir de moins en moins d'immigrants originaires d'Europe, notamment méridionale et orientale, parmi les flux de gens appelés à devenir citoyens américains.

6. En février 1939 encore, un sondage Gallup indiqua que 58 % des Américains estimaient qu' « avant de déclarer une guerre, le Congrès devrait s'être assuré de l'approbation du pays par une consultation nationale ».

7. L'administration Roosevelt n'était en aucune façon « interventionniste » depuis le début. Elle était anti-impérialiste et anti-nationaliste en ce sens qu'elle réduisit les interventions états-uniennes dans les Caraïbes, reconnut l'URSS, améliora les relations avec le Mexique, promit l'indépendance aux Philippines et mit fin au protectorat américain sur Cuba. (Alger Hiss commença sa carrière politique en 1934 comme avocat du très isolationniste comité Nye qui enquêtait sur les profits des interventionnistes américains – les fabricants de munitions par exemple – de 1917. Devenu proche des communistes vers 1938, Hiss fut plus tard une figure de proue des internationalistes américains.)

8. Cf. MILLER, *War Plan Orange, op. cit.*, p. 510.

9. Cf. MILLER, *War Plan Orange, op. cit.*, p. 314.

10. Plan élaboré en 1905 par l'état-major général allemand,

fixant la stratégie de l'Etat et de ses armées dans la prochaine guerre européenne, avec des conséquences fatales en 1914.

11. « Le département d'Etat gardait de prudentes distances avec le concept de guerre ». « Les secrétaires à la Guerre et à la Marine, ainsi que leurs sous-secrétaires, s'investissaient rarement dans le travail de leurs ignorants subalternes. » Cf. MILLER, *War Plan Orange, op. cit.*, p. 11 et 12.

12. Il avait été, dans l'intervalle, gouverneur de Porto-Rico et surtout ambassadeur à Vichy, entre les deux gouvernements dirigés par Laval (janvier 1941- mars 1942). (*N.d.T.*)

13. Cf. MILLER, *War Plan Orange, op. cit.*, p. 16 sur « les valeurs partagées de Newport et de Washington. Une croyance dans la destinée de l'Amérique en tant que grande puissance et le caractère juste de son expansion impériale », avec des bases outre-mer. « Ils regardaient la Royal Navy comme un modèle et admiraient particulièrement son esprit offensif. Ils s'accordaient à penser qu'en cas de guerre une grande puissance devait viser la victoire totale. »

14. Cf. MILLER, *War Plan Orange, op. cit.*, p. XIX. « à leur meilleur moment, les experts [dès la fin des années 1920] programmèrent un [...] siège du Japon et calculèrent les besoins de la longue guerre dont il serait l'aboutissement, procurant aux futurs planificateurs des prévisions adéquates pour les campagnes finales de la Seconde Guerre mondiale. » (p. 133). Au début de 1933, le capitaine R.A. Koch du Collège militaire naval écrivit une note, transmise à Roosevelt, dans laquelle il prévoyait une guerre de trois ou quatre ans contre le Japon, à la fin de laquelle la flotte américaine serait quatre fois plus importante que celle du Japon (p. 158-159).

15. En 1935, le capitaine (plus tard amiral, et célèbre) William C. Halsey était l'un des officiers de l'armée affectés au

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

provoquant la division de l'Allemagne et celle de la chrétienté.

Un livre détaillant les tentatives de Hitler et de son gouvernement pour diviser la coalition alliée après 1941 reste à écrire. Son auteur aura fort à faire. Ces tentatives furent nombreuses ; il devra distinguer entre les sérieuses et celles qui l'étaient moins, les subtiles et les moins subtiles ; il aura à démêler les liens des différents intervenants avec le régime nazi, mais aussi à explorer ce qui se passait du côté allié. Et il devra faire quelques hypothèses sur ce que Hitler pouvait bien savoir de tout cela. Dans le cadre d'une enquête sur les origines de la guerre froide, je peux me contenter d'une liste sommaire (qu'on peut également intituler « suggestions de recherche »). Car l'objectif principal du Führer – et, peut-on constater, d'autres Allemands aussi – n'était pas seulement de causer des soupçons et des frictions entre les Anglais, les Américains et les Russes, mais d'aider à l'éclosion entre eux de véritables conflits.

Hitler pensait, et disait souvent à ses subordonnés ainsi qu'à ceux qui le pressaient de prendre contact avec l'un ou l'autre de ses ennemis, qu'une telle démarche devrait être précédée d'un succès militaire éclatant, sur l'un ou l'autre front. C'est avec cette préoccupation qu'il prit quelques-unes de ses plus importantes décisions militaires : la bataille de Kursk, par exemple, en juillet 1943, ou la dernière offensive allemande en Belgique de décembre 1944. Ses propos, tels qu'ils ont été notés, indiquent ses motivations dans l'un et l'autre cas. En dehors de cela, il ne misait pas beaucoup sur les contacts diplomatiques ou politiques et sur les autres tentatives clandestines. Pas beaucoup, mais un peu tout de même. Son consentement à de telles opérations ou démarches était rarement explicite ; il était plus souvent, d'une manière ou d'une autre, tacite. Ce fut le cas lors des différentes tentatives menées par

Himmler, qui établit des contacts avec les services des Alliés occidentaux dans diverses circonstances et à diverses reprises. C'est souvent le chef du service secret d'un État qui voit venir la défaite et, si cruel ou brutal qu'il se soit montré, tente de la conjurer par la diplomatie. C'est ce que fit Fouché peu avant la fin de Napoléon, ou Beria peu après celle de Staline ; c'est ce que fit Heinrich Himmler en 1944 et 1945. Les pourparlers de ses subordonnés avec certains Juifs de Hongrie en 1944, ses contacts avec les Américains plus tard la même année, ses négociations avec Raoul Wallenberg, toujours en Hongrie, vers la fin de 1944, eurent pour objectif principal de semer la zizanie entre les Alliés, et plus particulièrement entre les Américains et les Soviétiques. Quelques-unes de ces démarches pourraient avoir été entreprises en cachette de Hitler ; mais non à son insu ; et, jusqu'au tout derniers jours de la guerre, elles n'allaient pas contre ses vœux.

La plus importante eut lieu en Italie en 1944 et 1945. En une occasion, Hitler précéda Himmler. Il ordonna que l'évacuation de Rome se fît sans abîmer la Ville éternelle ; et il suggéra au général Kesselring d'essayer de prendre contact avec les généraux américains avant ou pendant la retraite. Cela n'aboutit pas. Mais plus importants furent les pourparlers en vue d'une reddition – point du tout inconditionnelle – entre le général SS Karl Wolff et des représentants surtout américains (avec quelques Britanniques) en Italie et en Suisse, à partir de janvier 1945. Des négociations que non seulement Himmler mais Hitler connurent et autorisèrent, implicitement et même parfois explicitement. Wolff et Himmler purent retirer au moins quelques satisfactions de ces négociations prolongées. Elles choquèrent et irritèrent certainement Staline, ce qui amena un échange de messages bref mais amer entre lui et Roosevelt au

début d'avril⁸. Les premiers contacts passèrent par un intermédiaire italien, Parilli, qui pensait que certains Allemands « avaient espéré se battre finalement avec les Américains contre les Russes. » « L'idée de séparer les Alliés de l'Ouest et les Russes était le dernier grand espoir des dirigeants allemands et courait comme un fil rouge tout le long de la négociation. » C'est ainsi que, deux mois avant le suicide de Hitler, des généraux américains et un général SS étaient assis à la même table, en Suisse. (Le 15 avril, Wolff présenta par lettre à Allen Dulles ses condoléances pour la mort de Roosevelt.) Le lendemain 16 avril, Himmler – et Hitler – convoquèrent Wolff (l'ordre fut répété trois fois) à Berlin, où il passa plus de dix heures avec Himmler et le chef SS Kaltenbrunner avant de voir Hitler. Le jour suivant (le 17), Hitler recevait Wolff et, à sa manière, lui souhaitait bonne chance dans ses efforts. Il lui suggéra d'attendre un peu avant de signer un armistice avec les Américains, mais il « voyait dans [ces négociations] un bon outil pour créer des dissensions au sein de la coalition ennemie. » Il dit à Wolff que les armées allemandes pourraient se battre encore deux mois.

Durant ces deux mois décisifs de la guerre, une brèche [...] entre les Russes et les Anglo-Saxons se produirait et, quel que soit celui qui viendrait à lui, il serait content de l'accueillir pour lutter contre l'autre⁹.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'au moins sur ces questions Hitler, ses subordonnés et la majorité du peuple allemand étaient largement d'accord. Les Allemands espéraient être mieux traités par les Américains que par les Russes (et également par les Anglais). C'est compréhensible. Ils avaient toutes raisons de penser et de croire que les Américains ne les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

grande partie des révélations sur les machinations des services russes et communistes pendant l'année 1945 et les suivantes, professe que les réactions du gouvernement des États-Unis face aux tromperies des Soviétiques et à leur agressivité étaient appropriées et avaient eu lieu au bon moment. De ces deux interprétations, la seconde est plus proche de la vérité, mais la cerne mal. Un examen minutieux de la période 1944-1945 conduit, ou devrait conduire, à une troisième version : les inquiétudes américaines à propos de la Russie n'ont pas surgi trop tôt, mais trop tard ; Staline aurait dû être questionné précisément et pratiquement sur les limites réelles de sa sphère d'intérêts dans l'Europe d'après-guerre, en abordant la question du régime intérieur d'une partie au moins des pays envahis par les armées russes, plus tôt et non plus tard, en 1944 ou au début de 1945, et en tout cas avant la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe.

Une telle interprétation a été proposée par l'auteur dans de précédents livres. Beaucoup plus important est le fait que le souhait d'une telle démarche ait été exprimé à l'époque, par des personnes telles que Churchill et George Kennan. Les vues du premier ont déjà été exposées dans ce chapitre et dans ce livre. Mais je dois en venir, brièvement, à Kennan, dont l'article « X », en 1947, a posé les principes du *containment*, souvent désigné comme l'axe de la politique américaine pendant la guerre froide. Six ans auparavant, en 1941, il était en poste à l'ambassade américaine de Berlin. Après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne, il écrivit une lettre privée à son ami Loy Henderson, de Washington, dont voici le passage essentiel : « Jamais – ni alors, ni plus tard, je n'ai considéré l'URSS comme un allié ou un associé, réel ou potentiel, des États-Unis. » Dans le même temps, il pensait qu'il fallait donner aux Russes tout le soutien matériel et militaire dont ils avaient

besoin. On peut douter qu'une telle combinaison d'assistance militaire et de réserve politique ait été, le moins du monde, viable et raisonnable. Mais l'intelligence et la lucidité des vues de Kennan lorsqu'il fut affecté à Moscou en 1944, spécialement après le débarquement allié en Europe de l'Ouest, sont hors de doute. Alors la question était : Qu'arriverait-il, politiquement, si l'Armée rouge occupait le reste de l'Europe¹⁶ ? Il fallut encore une année pour que la voix de Kennan commençât à être écoutée ; d'abord par son ambassadeur, Harriman ; puis, en février 1946, Kennan écrivit son fameux « Long télégramme » ; il fut alors rappelé à Washington, où il devint directeur de la planification des relations extérieures ; puis, en juillet 1947, il y eut son célèbre article « X » avec le mot *containment*, qui fut hautement apprécié. Ce texte, qui le rendit célèbre, était peut-être en fait un ressassement de ce qui était devenu évident : les Russes possédaient maintenant l'Europe orientale, et nous devions leur faire savoir, ainsi qu'au monde, qu'ils ne pouvaient aller plus loin. Il arrive de temps en temps qu'un auteur soit célèbre pour un écrit qu'il ne juge pas de ses meilleurs. Mais ici il y a un peu plus. Peu après 1947, Kennan (tout comme Churchill) se retourna contre ceux qui pensaient et parlaient comme si les ambitions de Staline et de la Russie étaient sans limites, et la division de l'Europe non négociable et définitive. Leurs arguments furent rejetés comme illusoire – par beaucoup de ces mêmes hommes qui avaient, en 1945, pensé et dit que les avertissements de Churchill et de Kennan au sujet de la Russie ne méritaient pas une grande attention.

Mais c'est une autre histoire, et j'en reviens à mon interrogation principale, qu'il faut peut-être reformuler. Derrière la question de l'inévitabilité de la guerre froide, il y en a une autre : Staline était-il insatiable ? Oui et non. S'agissant de son

contrôle sur son propre peuple et sur les domaines qu'il avait acquis, oui ; mais en ce qui concerne le reste du monde, et en particulier l'Europe occidentale, probablement non. Il n'y a pas de preuve qu'en 1945 ou plus tard il ait nourri l'objectif ou même le souhait de reprendre la marche de l'Armée rouge ou d'établir des régimes communistes en Europe occidentale, ni même en Allemagne de l'Ouest. Ce n'était pas seulement parce que son sens politique le rendait prudent. C'était aussi parce qu'il était conscient de la faiblesse du communisme international. C'était là la raison du « Rideau de fer », la séparation d'une rigidité croissante entre l'Europe de l'Est et celle de l'Ouest. S'il avait accepté (et certains, au département d'État, l'espérèrent jusqu'en 1946) une interprétation de la Déclaration de Yalta sur l'Europe libérée qui eût permis la présence en Europe de l'Est de gouvernements résolument pro-soviétiques, mais non communistes¹⁷, cela aurait pu atténuer, voire éviter, la guerre froide. Nous pouvons même supputer que, si quelque chose de ce genre s'était produit, la Russie aurait pu bénéficier de la générosité américaine et peut-être même d'un super-plan Marshall. Mais Staline pouvait-il accepter une telle évolution¹⁸ ? Non. Il n'était pas homme à cela. Non point à cause de son extrémisme marxiste, communiste ou idéologique, comme tant d'hommes encore le croient, le disent et l'écrivent. Il savait que tôt ou tard une Pologne, une Tchécoslovaquie ou une Hongrie non communistes, quelque zèle que montrent leurs gouvernements pour maintenir, conformément aux engagements souscrits, une politique pro-russe, se rapprocheraient graduellement de l'Occident, en lui étant reliées par mille petits fils, certains plus importants que d'autres. Il était plus sûr, et pour lui meilleur, d'imposer à ces pays des dirigeants totalement soumis à la Russie et dépendants d'elle, et de les couper du reste

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

achs, Alexander, 131
an Francisco (conférence), 183
arborough, 56
chacht, Hjalmar, 118
chmitt, Carl, 22
chönerer, Georg von, 113
ciences (histoire des), 125
erbie, 31
ikorski, Wladyslaw, 78, 79
ingapour, 51, 166, 172, 174
ionisme, 16
mith, Truman, 172, 188
ocialisme, 18, 21, 23, 27, 35-37, 41, 65, 67, 70, 116, 118, 122,
123, 148, 178
ociété des nations (SDN), 63
peer, Albert, 111, 142, 144
taline, Joseph V, 10, 12, 18, 21, 23, 24, 43-48, 51-54, 59, 61,
62, 65, 66, 71, 73, 74, 76-82, 85, 86, 89-91, 95-100, 103, 104,
108, 115, 145, 179, 180-185, 187, 188, 192, 193-201, 203-205
talingrad, 46, 92, 111
tark, Harold R., 167, 169, 170, 171, 173, 174
tark, Johannes, 128
tauffenberg, Claus, 121
timson, Henry, 173
trassmann, Fritz, 128
uède, 74, 133, 134, 141, 144, 147, 148
uisse, 74, 116, 188, 192
yrie, 63
zilard, Leo, 131
trassmann, Fritz, 128
aft, Robert A., 17, 179

aylor, A. J. P., 12, 102
chang Kai-chek, 39, 199
chécoslovaquie, 98, 158, 196, 204
éhéran, 81, 82, 83, 183, 192
héorie allemande des deux guerres, 145-148
imes (London), 76
ito (Josep Broz), 87, 197
odt, Fritz, 111
okyo, 48, 57, 152, 159
orgau, 53, 186
otalitarisme, 10, 20, 178
uman, Harry S., 54, 91, 97-99, 175, 183, 192, 198, 199, 201
urquie, 88, 199, 201
urner, Frederick Jackson, 206

Ukraine transcarpathique, 98

Varsovie, 85, 86, 95, 97, 202/Soulèvement de Varsovie, 85, 202

W-E Day, 66, 197

Wersailles (traité de), 32, 63

Wienne, 87, 89, 91, 96, 97, 111, 112, 113

Wishinski, Andrei, 96

Wladivostok, 152

Wagner, Richard, 34

Vaibel, Max, 188, 189

Vake, 154, 174

Vallenberg, R., 115, 116, 187

Vannsee (conférence de), 112

Vashington (Conférence de), 151, 152

Vedemeyer, Albert, 172

Vegerer, Alfred (von), 64

Veizsaecker, C.-F. (von), 118, 129, 133, 136, 138, 140, 141, 147

Veizsaecker, Ernst (von), 135

Veizsaecker, Richard (von), 135

Velles, Sumner, 182

Vigner, Eugene, 131

Vilson, Woodrow, 53, 61, 150, 156, 160, 175

Vitzleben, Erwin, 121

Volff, Karl, 122, 188, 189, 192, 196

Voodring, Hany, 163

Yalta, 53, 79, 91, 92, 94, 95, 96, 183, 193, 194, 195, 196, 203

Yugoslavie, 50, 58, 62, 74, 87, 95, 199

Zittelmann, Rainer, 64

TABLE DES MATIÈRES

Préface – Lukacs, le pionnier

1. Soixante-dix ans plus tard : l'héritage de la Seconde Guerre mondiale
2. La place de la Seconde Guerre mondiale – La fin d'une époque
3. La division de l'Europe
4. Hitler : les questions qui demeurent
5. Les deux guerres des Allemands, Heisenberg et Bohr
6. Rayon 5
7. La Seconde Guerre mondiale et les origines de la guerre froide

Remerciements

Index